

بِسْمِ اللَّهِ الرَّحْمَنِ الرَّحِيمِ

Un regard sur l'actualité

16/01/2026

Création d'un comité pour administrer Gaza sous la supervision d'un "Conseil de la paix" présidé par Trump

Le journal américain *New York Times* a indiqué, mardi soir 13/01/2026, en se fondant sur des responsables et des sources informées, que les États-Unis sont proches d'annoncer la création d'un comité technocratique destiné à administrer Gaza ; qu'un certain Ali Shaath est pressenti pour en prendre la tête ; que ce comité serait placé sous la supervision d'une structure qui serait établie sous la direction du président américain Trump et appelée "Conseil de la paix" ; et que les noms internationaux appelés à siéger au sein de ce conseil seraient révélés ultérieurement.

Des sources palestiniennes, en rapportant également les noms des membres de ce comité, ont indiqué qu'Ali Shaath, qui avait auparavant exercé les fonctions de vice-ministre de la Planification au sein du gouvernement de l'Autorité palestinienne, figure en tête de la liste.

Une source palestinienne a indiqué, le 14/01/2026, que les préparatifs se poursuivent afin que les membres du comité de technocrates palestiniens formé pour administrer Gaza se rendent de Gaza vers l'Égypte en vue d'y tenir leur première réunion.

Il convient également de préciser que les dirigeants des pays musulmans — en particulier ceux d'Égypte, de Jordanie, d'Arabie saoudite, du Qatar, des Émirats arabes unis, de Turquie, du Pakistan et d'Indonésie — ont imploré Trump de mettre fin à la guerre à Gaza ; et qu'ils ont été les premiers signataires du plan proposé par Trump, plan prévoyant la mise sous contrôle de Gaza ainsi que le désarmement des moudjahidines qui s'y trouvent. Dans le cadre de ce plan, un préteudu « Conseil de la paix », présidé personnellement par Trump et dont il nomme lui-même les membres, a été mis en place ; le comité chargé de l'administration de Gaza a également été constitué par ce conseil.

Ainsi, les dirigeants des pays musulmans ont, une fois de plus, confirmé trahison après trahison envers leur Oumma et leur religion. Car ils ont livré les affaires de leurs pays à l'Amérique colonisatrice, celle-là même qui, depuis plus de deux ans, fournit à l'entité sioniste toutes sortes d'armes létales dans le génocide mené à Gaza. Cette Amérique est la même qui a réduit l'Afghanistan et l'Irak en ruines, et qui, aujourd'hui encore, sous divers prétextes, poursuit ses attaques contre la Oumma islamique en Syrie, au Nigéria, en Somalie et en Iran.

Cette Amérique est la même qui a ravagé l'Afghanistan et l'Irak, et qui poursuit aujourd'hui ses agressions contre la Oumma islamique en Syrie, au Nigéria, en Somalie et en Iran, sous divers prétextes.

D'un autre côté, l'entité sioniste poursuit ses attaques contre Gaza, bien que Trump ait signé le plan de cessez-le-feu à Gaza, et bien que l'Amérique ait annoncé le début de l'application de la deuxième phase du plan, celle qui prévoit le retrait de l'armée sioniste des zones déterminées. Ainsi, l'Autorité de radiodiffusion israélienne a annoncé, le 15/01/2026, qu'*« Israël ne songe pas à se retirer, à Gaza, de l'est de la ligne jaune tant qu'aucun progrès n'aura été réalisé sur le désarmement du Hamas »*. L'entité sioniste réorganise progressivement sa présence militaire selon les lignes jaune, bleue et rouge ; elle impose ses conditions et réalise ses objectifs, puis se retire de ces lignes ; cependant, elle demeure dans une zone tampon, indiquée en blanc sur la carte, s'étendant le long de la bande de Gaza et se prolongeant vers

le reste des terres palestiniennes occupées en 1948, où elle continue de rester comme « zone sécurisée » pour ses forces.

L'entité sioniste poursuit ses attaques à Gaza en s'appuyant sur les ententes conclues avec l'Amérique. L'Amérique, en avançant divers prétextes, autorise la poursuite de ces attaques. Comme au Liban : bien qu'un accord de cessez-le-feu ait été signé et que son application ait commencé depuis novembre 2024, l'entité sioniste continue ses attaques contre le Liban en se fondant sur les ententes conclues avec l'Amérique. De même, en Syrie, elle a rendu l'accord de 1974 caduc dans les faits et occupé de nouveaux territoires syriens s'étendant jusqu'à la capitale Damas. En contrepartie, le nouveau régime syrien, sous la direction d'Ahmad al-Shara (al-Joulani), par amour du pouvoir et par lâcheté, fait des concessions à l'entité sioniste et annonce qu'il n'est pas prêt à lui résister.

Ainsi, lorsque l'entité sioniste signe un accord, elle commence à le violer ou à l'effacer totalement ; tandis que l'autre partie continue, elle, à s'y tenir. De fait, les accords conclus avec l'Organisation de libération de la Palestine et l'administration qui lui est rattachée sont désormais nuls dans les faits. Cette structure, en commettant une trahison majeure, a renoncé à 80 % de la Palestine, espérant obtenir un présumé État palestinien sur les 20 % restants. Mais au final, ce qu'elle a obtenu n'a été rien d'autre que davantage d'humiliation, d'avilissement et d'instrumentalisation au service de l'entité sioniste.

Les protestations se poursuivent en Iran, Trump joue avec ses déclarations

Depuis le 28/12/2025, des protestations se poursuivent en Iran. Elles ont commencé lorsque les commerçants du bazar de Téhéran ont réagi à la dépréciation brutale du rial iranien face aux devises étrangères et à l'aggravation des difficultés économiques ; puis elles se sont rapidement propagées, gagnant de nombreuses villes d'Iran.

L'organisation basée aux États-Unis et connue sous le nom de « Les militants des droits de l'homme en Iran (HRANA) » affirme que, lors des protestations, environ 2 403 manifestants ont perdu la vie, environ 1 134 personnes ont été blessées, et 18 434 personnes ont été arrêtées ; elle affirme également qu'environ 147 agents des forces de sécurité iraniennes ont été tués.

De son côté, l'Iran a annoncé que des funérailles avaient été organisées pour environ 100 agents des forces de sécurité tués par des manifestants armés. Il a également été indiqué que ces événements étaient exploités par les ennemis du régime.

L'Amérique surveille la situation de près afin que l'Iran reste dans son orbite et ne tombe pas entre les mains d'autres puissances. Ainsi, le soir du 13/01/2026, Trump a écrit sur la plateforme Truth Social :

« Ô patriotes iraniens, poursuivez les protestations, prenez le contrôle de vos institutions. »

S'adressant ensuite aux journalistes, Trump a déclaré : « Le nombre de personnes tuées en Iran paraît élevé, mais nous n'en sommes pas pleinement certains. Je le saurai dans vingt minutes et nous agirons en conséquence. » Il a ajouté : « Dans un scénario idéal, j'aimerais voir la démocratie en Iran ; toutefois, je ne veux pas voir des gens se faire tuer et je souhaite qu'ils accèdent à un certain degré de liberté. Selon moi, la direction iranienne s'est extrêmement mal comportée ; cependant, cela n'est pas encore définitivement établi. » Trump a déclaré, le 14/01/2026, qu'il avait été informé que « les tueries en Iran s'étaient arrêtées ».

Trump n'a pas non plus annoncé de soutien explicite à Reza Pahlavi, fils du chah Mohammad Reza Pahlavi, l'homme que l'Amérique a fait sortir d'Iran en 1979, ouvrant ainsi la voie au

retour de Khomeiny depuis Paris et à sa prise de pouvoir. Khomeiny s'était engagé à agir selon la ligne de l'Amérique ; il a d'ailleurs déclaré au Washington Post : « *Nous sommes prêts à coopérer avec l'Amérique, à condition qu'elle ne se mêle pas de nos affaires intérieures* », et il a formulé une déclaration similaire dans la lettre qu'il a adressée en 1978 au président américain Jimmy Carter. Cette lettre a été publiée en 2016 par les services de renseignement américains.

Le 14/01/2026, Trump a déclaré : « *Reza Pahlavi a l'air d'être quelqu'un d'assez sympathique ; mais je doute qu'il puisse, en Iran, rassembler un soutien lui permettant de s'emparer du pouvoir.* » Il semble que l'Amérique ne fasse pas confiance à Reza Pahlavi parce qu'il descend d'agents britanniques ; en effet, son père Mohammad Reza Pahlavi et son grand-père Reza Pahlavi sont connus comme des agents de la Grande-Bretagne en Iran.

D'un autre côté, certains pays européens cherchent à tirer parti de ces protestations afin de rétablir l'influence européenne en Iran, et incitent les manifestants à renverser le régime. Ainsi, le Royaume-Uni, par l'intermédiaire de la ministre des Affaires étrangères Yvette Cooper, a annoncé « qu'il exigeait un changement profond en Iran ».

Le chancelier allemand Friedrich Merz a déclaré : « *Le peuple se soulève maintenant contre le régime. J'espère que cela pourra être une occasion de mettre fin à ce conflit de manière pacifique. Le régime des mollahs doit désormais le comprendre.* » (DPA, 13/01/2026)

Aucun accord entre le Danemark et l'Amérique au sujet du Groenland

Les démarches entreprises par l'Amérique, dans le but de placer le Groenland sous son contrôle, n'ont abouti à rien. Il a été annoncé que la réunion tenue le 14/01/2026 à la Maison-Blanche, à Washington, en présence du vice-président américain J. D. Vance et du secrétaire d'État Marco Rubio, ainsi que du ministre danois des Affaires étrangères Lars Løkke Rasmussen et de la ministre groenlandaise des Affaires étrangères Vivian Motzfeldt, s'est achevée sans qu'aucun accord ne soit conclu. L'Amérique persiste à vouloir établir son contrôle sur le Groenland, région autonome rattachée au Danemark.

Le 14/01/2026, Trump a réaffirmé sur Truth Social la volonté de l'Amérique de contrôler le Groenland, déclarant : « *L'Amérique doit contrôler le Groenland pour le système "Dôme d'or" de défense aérienne et antimissile.* » Il a ajouté : « *Si le Groenland est sous contrôle américain, l'OTAN sera bien plus forte et plus efficace ; tout le reste est inacceptable.* » Auparavant, le 11/01/2026, il avait soutenu que « *le Groenland, riche en éléments de terres rares, doit passer sous contrôle américain* », et il avait affirmé que « *si l'Amérique ne le fait pas, la Russie ou la Chine s'emparera du Groenland* ».

Le membre républicain du Congrès Randy Fine a présenté, le 12/01/2026, un projet de loi prévoyant l'annexion du Groenland et son intégration en tant que 51e État des États-Unis. Fine a déclaré que « *cette nouvelle loi donnerait à Trump l'autorisation de prendre toutes les mesures nécessaires pour annexer le Groenland ou le placer sous contrôle* ».

En revanche, le Danemark, le Groenland et les pays européens rejettent ces initiatives. Le Premier ministre du Groenland, Frederik Nielsen, a déclaré le 13/01/2026 : « *Cette île ne veut pas appartenir à l'Amérique ; nous ne voulons pas être dirigés par elle et nous n'en ferons pas partie. Nous choisissons le Groenland en tant que partie du Danemark. Nous choisissons l'OTAN, nous choisissons l'Union européenne.* » (AFP, 14/01/2026)

Les ministres des Affaires étrangères du Danemark et du Groenland ont déclaré, lors d'une conférence de presse conjointe tenue le 13/01/2026, que « *le Groenland n'est pas à vendre et ne peut être annexé par l'Amérique* ».

Le Danemark a annoncé, le 14/01/2026, par l'intermédiaire de son ministre de la Défense Troels Lund Poulsen, qu'il renforcerait sa présence militaire au Groenland ; qu'au sein de l'OTAN, l'attention serait davantage portée sur la région arctique ; et qu'en 2026, les activités et les exercices de l'Alliance y seraient intensifiés.

La France, par l'intermédiaire de son ministre des Affaires étrangères Jean-Noël Barrot, a annoncé le 14/01/2026 qu'elle ouvrirait un consulat au Groenland le 06/02/2026. Barrot a déclaré que « *l'Amérique doit mettre fin à ses pressions visant le Groenland* », ajoutant que « *l'Amérique n'a pas intérêt à attaquer un membre de l'OTAN* ».

Le ministre allemand des Affaires étrangères a également déclaré que « *l'avenir du Groenland sera décidé par le Groenland et le Danemark* ». (AFP)

Le Premier ministre suédois Ulf Kristersson a déclaré le 11/01/2026 que « *l'ordre international fondé sur des règles est menacé comme il ne l'a pas été depuis des décennies* ». Il a ajouté : « *Nous critiquons vivement l'attitude de l'Amérique vis-à-vis du droit international ; et nous condamnons avec encore plus de fermeté ses propos visant le Groenland et le Danemark. Une éventuelle prise de contrôle du Groenland par l'Amérique constituerait une violation du droit international et pourrait encourager d'autres États à agir de la même manière. C'est une voie extrêmement dangereuse.* »

Le magazine américain Politico a rapporté, en se fondant sur des diplomates et un responsable européen, que les dirigeants de l'Union européenne, sur la question du Groenland, seraient davantage enclins à s'entendre avec Trump qu'à entrer en confrontation avec lui, et que l'intervention de l'Amérique au Groenland pourrait mettre fin à l'ordre de sécurité établi après la Seconde Guerre mondiale.

Tout cela montre que le prétendu « droit international » n'est qu'un jeu entre les mains des grandes puissances : elles le violent quand elles le souhaitent, et ne l'appliquent qu'aux États faibles. Si l'Amérique prend le contrôle du Groenland, cela ébranlera la cohésion de l'alliance croisée de l'OTAN, et pourrait même, peut-être, conduire à son éclatement ; ainsi, le monde se serait débarrassé de l'une des forces du mal. De fait, cette alliance agressive a attaqué certaines terres d'Islam — l'Afghanistan en tête — et, pendant vingt ans, elle a tué, blessé et déplacé des millions de musulmans.

Rédigé pour le Bureau central des médias du Hizb ut-Tahrir

Esad Mansur